

ARTICLE 226

- 1° Les tribunaux prévôtaux connaissent des contraventions ;
- 2° Toutefois, les juridictions militaires restent saisies des procédures qui leur ont été déférées antérieurement à l'établissement des tribunaux prévôtaux.

ARTICLE 227

Les tribunaux prévôtaux sont, en outre, compétents pour les infractions aux règlements relatifs à la discipline commises par les justiciables non militaires et par les prisonniers de guerre qui ne sont pas officiers.

ARTICLE 228

Les prévôts sont saisis en vertu du renvoi qui leur est fait par l'autorité investie des pouvoirs judiciaires dont ils dépendent. Ils peuvent également procéder d'office, dans les conditions fixées par cette autorité, en ce qui concerne les infractions visées à l'article 227.

CHAPITRE II

De la procédure avant l'audience

ARTICLE 229

Lorsque les conditions le permettent, il est fait application des dispositions du Code de Procédure pénale relatives à l'amende de composition.

ARTICLE 230

Dans les trente jours qui suivent la constatation de l'infraction, le prévôt adresse ou fait signifier au contrevenant l'avertissement mentionnant le motif et le montant de l'amende ainsi que les délais et les modalités de paiement.

ARTICLE 231

Faute de paiement à l'agent du Trésor qui lui a été désigné, dans les quinze jours de l'envoi ou de la signification de l'avertissement, le contrevenant est cité devant la juridiction prévôtale.

ARTICLE 232

Les prévenus et témoins comparaissent sur citations ou convocations qui sont établies par le prévôt et doivent être remises aux destinataires vingt-quatre heures au moins avant le jour fixé pour l'audience.

ARTICLE 233

Si des témoins ne se présentent pas, le prévôt peut passer outre ou renvoyer l'affaire à une audience ultérieure.

ARTICLE 234

1° Lorsque le prévenu ne comparaît pas, le prévôt renvoie l'affaire à une audience ultérieure et peut décerner mandat d'amener contre le prévenu ;

2° Toutefois, si celui-ci a demandé à être jugé en son absence, il est statué sans renvoi et le jugement est contradictoire.

CHAPITRE III

De la procédure à l'audience

ARTICLE 235

1° Le prévôt juge seul, publiquement, assisté d'un militaire assermenté de la Gendarmerie, qui remplit les fonctions de greffier ;

2° Le prévôt assure la Police de l'audience et fait procéder à l'expulsion ou à l'arrestation de tout perturbateur, lequel ne peut être détenu plus de vingt-quatre heures ;

3° Lorsqu'un individu se rend coupable à l'audience d'une infraction ne relevant pas de la compétence du tribunal prévôtal, il est mis à la disposition de l'autorité investie des pouvoirs judiciaires et procès-verbal des faits est dressé par le prévôt ;

4° En cas de nécessité, le prévôt nomme d'office un interprète, âgé de vingt-et-un ans au moins, auquel il fait prêter serment.

ARTICLE 236

1° Le prévôt constate l'identité du prévenu, lui donne connaissance succinctement des faits motivant sa comparution et recueille ses explications ;

2° Les témoins sont entendus séparément après avoir prêté serment ;

3° Le prévôt reçoit, s'il les juge utiles à la manifestation de la vérité mais sans prestation de serment, les dépositions des ascendants du prévenu, de ses descendants, frères et sœurs ou alliés au même degré, ou de son conjoint, ainsi que des mineurs au-dessous de l'âge de seize ans ;

4° Le prévenu est ensuite entendu dans ses moyens de défense ; il peut être assisté par un militaire ou un avocat ;

5° Si le prévenu refuse de répondre aux questions qui lui sont posées, il est passé outre ;

6° Le prévôt déclare les débats clos et donne lecture de son jugement. Il statue, le cas échéant, sur la restitution des objets saisis.

CHAPITRE IV

Du jugement

ARTICLE 237

1° Si le prévôt estime que le fait relève de sa compétence, il prononce la peine en indiquant l'infraction dont le prévenu est déclaré coupable, ainsi que les textes appliqués ; il condamne le prévenu aux frais envers l'Etat et fixe la durée de la contrainte par corps ;

2° Dans le cas contraire, il transmet sans délai la procédure et, éventuellement, fait conduire le prévenu, à l'autorité investie des pouvoirs judiciaires ;

3° Si le prévôt estime que le fait ne constitue aucune infraction ou que le fait n'est pas établi ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, il renvoie celui-ci des fins de la poursuite.

ARTICLE 238

1° La minute du jugement est signée séance tenante par le prévôt et le greffier. Elle est immédiatement adressée au greffe de la juridiction militaire dont dépend le prévôt ;

2° Le commissaire du Gouvernement près cette juridiction se conforme aux dispositions de l'article 191 pour le recouvrement des frais et amendes.

ARTICLE 239

Les jugements des juridictions prévôtales ne sont susceptibles d'aucune voie de recours.

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 240

Le présent code est applicable sur tout le territoire de la République et, hors de ce Territoire, dans les cas et situations qu'il prévoit.

MINISTRE DE LA DEFENSE ET DU SERVICE CIVIQUE

DÉCRET n° 74-489 du 3 octobre 1974, portant désignation de l'autorité qui exercera les pouvoirs judiciaires prévus par le Code de Procédure militaire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la Défense et du Service civique,
Vu la loi n° 60-209 du 27 juillet 1960, portant création des Forces armées nationales ;

Vu la loi n° 61-209 du 12 juin 1961, portant organisation de la Défense et des Forces armées nationales ;

Vu la loi n° 74-350 du 24 juillet 1974, portant institution d'un Code de Procédure militaire ;

Vu le décret n° 63-474 du 8 novembre 1963, portant attributions du ministre des Forces armées et du Service civique ;

Vu le décret n° 71-275 du 8 juin 1971, portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les décrets n° 71-635 du 1^{er} décembre 1971 et n° 74-341 du 24 juillet 1974 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Les pouvoirs judiciaires prévus par l'article 3 (1°) du Code de Procédure militaire sont exercés par le ministre de la Défense et du Service civique.

Art. 2. — Le ministre de la Défense et du Service civique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 octobre 1974.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

DÉCRET n° 74-490 du 3 octobre 1974, portant création de juridictions militaires.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la Défense et du Service civique,

Vu la loi n° 60-209 du 27 juillet 1960, portant création des Forces armées nationales ;

Vu la loi n° 61-209 du 12 juin 1961, portant organisation de la Défense et des Forces armées nationales ;

Vu la loi n° 74-350 du 24 juillet 1974, portant institution d'un Code de Procédure militaire ;

Vu le décret n° 63-474 du 8 novembre 1963, portant attributions du ministre des Forces armées et du Service civique ;

Vu le décret n° 71-275 du 8 juin 1971, portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les décrets n° 71-635 du 1^{er} décembre 1971 et n° 74-341 du 24 juillet 1974 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Sont créés les tribunaux militaires ci-après ayant pour ressort :

— Le tribunal militaire d'Abidjan, la première région militaire ;

— Le tribunal militaire de Daloa, la deuxième région militaire ;

— Le tribunal militaire de Bouaké, la troisième région militaire.

Art. 2. — Les tribunaux militaires peuvent se réunir en tous lieux de leur ressort.

Art. 3. — Le ministre de la Défense et du Service civique procède par arrêté à l'ouverture des tribunaux militaires et détermine, le cas échéant, ceux auxquels sont provisoirement rattachés les ressorts des tribunaux non ouverts.

Art. 4. — La compétence des juridictions ainsi ouvertes s'étend aux infractions relevant de la Justice militaire commises hors du Territoire.

Art. 5. — Le ministre de la Défense et du Service civique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 octobre 1974.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

DÉCRET n° 74-491 du 3 octobre 1974, portant nomination d'un commissaire du Gouvernement près le tribunal militaire d'Abidjan.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la Défense et du Service civique,

Vu la loi n° 60-209 du 27 juillet 1960, portant création des Forces armées nationales ;

Vu la loi n° 61-209 du 12 juin 1961, portant organisation de la Défense et des Forces armées nationales ;

Vu la loi n° 70-485 du 3 août 1970, portant statut des militaires de carrière ;

Vu la loi n° 74-350 du 24 juillet 1974, portant institution d'un Code de Procédure militaire ;

Vu le décret n° 63-474 du 8 novembre 1963, portant attributions du ministre des Forces armées et du Service civique ;

Vu le décret n° 71-275 du 8 juin 1971, portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les décrets n° 71-635 du 1^{er} décembre 1971 et n° 74-341 du 24 juillet 1974 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Le capitaine Moké Bendji Joseph est nommé commissaire du Gouvernement près le tribunal militaire d'Abidjan.

Art. 2. — Le ministre de la Défense et du Service civique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 octobre 1974.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.